

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis des membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise, qui en ont délibéré,

Arrêté :

**Article 1er.** Les membres de la commission prévue à l'article 29 de la loi du 29 mars 1963 qui ne bénéficient pas d'une rémunération à charge de l'Etat, d'une Région ou d'une administration décentralisée, reçoivent un jeton de présence de 1 000 francs chaque fois qu'ils participent à une réunion de cette commission d'une durée de deux heures au moins.

**Art. 2.** Est abrogé en ce qui concerne la Région bruxelloise, l'arrêté ministériel du 9 octobre 1962, modifié par l'arrêté ministériel du 28 novembre 1972, accordant aux personnes étrangères à l'administration, membres de la commission d'experts, un jeton de présence et le remboursement des frais de séjour et de parcours.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1985.

**Art. 4.** Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise qui a l'urbanisme et l'aménagement du territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 novembre 1985.

Mme C. GOOR-EYBEN

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest en op het advies van de leden van de Executieve van het Brussels Gewest, die erover hebben beraadslaagd,

Besluit :

**Artikel 1.** De leden van de commissie bedoeld bij artikel 29 van de wet van 29 maart 1962 die geen vergoeding genieten ten laste van de Staat, van een Gewest of van een gedecentraliseerd bestuur, ontvangen een presentiegeld van 1 000 frank telkens als zij aan een vergadering van deze commissie ten minste twee uren deelnemen.

**Art. 2.** Het ministerieel besluit van 9 oktober 1963, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 november 1972, waarbij aan de niet tot de administratie behorende personen die lid van de commissie van deskundigen zijn, een presentiegeld alsmede het recht op terugbetaling van de reis- en verblijfkosten wordt toegekend, wordt opgeheven voor wat het Brussels Gewest betreft.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1985.

**Art. 4.** Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, die de stedebouw en de ruimtelijke ordening onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 november 1985.

Mevr. C. GOOR-EYBEN

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### REGION WALLONNE

F. 85 — 2588

#### 16 JUILLET 1985. — Décret relatif aux parcs naturels (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1er. — Définition et création des parcs naturels

**Article 1er.** Un parc naturel est un territoire rural, d'un haut intérêt biologique et géographique, soumis conformément au présent décret à des mesures destinées à en protéger le milieu, en harmonie avec les aspirations de la population et le développement économique et social du territoire concerné.

Tout parc naturel couvre une superficie minimum de 5 000 ha d'un seul tenant. Un territoire demeure d'un seul tenant pour l'application du présent décret même lorsqu'il est traversé par des routes, des autoroutes, des voies navigables ou des voies ferrées.

**Art. 2.** Peuvent prendre l'initiative de créer un parc naturel :

- 1° la Région Wallonne, représentée par son Exécutif;
- 2° la commune ou la province dans le territoire de laquelle le parc naturel serait entièrement compris;
- 3° l'association de communes dont l'objet social prévoit expressément la faculté de formuler une telle proposition;
- 4° l'association de la Région Wallonne, représentée par son Exécutif, les communes et provinces dans les territoires desquelles le parc naturel serait compris.

L'autorité qui a pris l'initiative de créer un parc naturel est le pouvoir organisateur de ce parc.

**Art. 3.** Le pouvoir organisateur institue un comité d'étude composé des communes du périmètre du parc naturel et d'autres milieux concernés, dont les promoteurs du parc naturel; le comité établit un rapport et un avant-projet relatifs :

- 1° aux limites du parc;
- 2° au plan de gestion visé à l'article 6;
- 3° aux conséquences, pour les communes intéressées et pour leurs habitants, de la création du parc naturel.

Si le pouvoir organisateur est l'Exécutif, le comité d'étude dépose le rapport et l'avant-projet dans les six mois de la date à laquelle il a été constitué.

**Art. 4 § 1.** Après réception du rapport et de l'avant-projet, le pouvoir organisateur établit un projet. Celui-ci porte sur la dénomination, les limites et le plan de gestion du parc naturel.

Le projet est notifié dans les dix jours de son établissement aux communes concernées ainsi qu'à l'Exécutif, lorsqu'il n'est pas le pouvoir organisateur.

Dans les deux mois de la notification, les communes procèdent à une enquête publique, conformément au règlement arrêté par l'Exécutif. L'arrêté de l'Exécutif prévoit notamment :

- une durée d'enquête d'un mois au moins;
- l'affichage des documents sur la voie publique;
- la tenue de réunions d'information et la concertation entre plaignants, pouvoir organisateur et commune;
- la suspension des délais d'enquête pendant les mois de juillet et août.

Dans les deux mois de la clôture de l'enquête publique, les conseils communaux émettent un avis favorable ou défavorable. L'avis favorable peut être assorti de conditions. L'avis qui n'a pas été exprimé dans le délai est réputé favorable.

§ 2. Après réception de l'avis des communes, le pouvoir organisateur consulte le ou les Exécutif(s) communautaire(s) concerné(s), le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, le Conseil économique et social de la Région Wallonne, les députations permanentes des provinces sur lesquelles le parc naturel s'étendrait et la Commission consultative régionale wallonne d'aménagement du territoire.

Les avis des communes sont joints aux demandes d'avis adressées à ces organismes. Ceux-ci émettent leur avis dans les deux mois de la demande. L'avis qui n'a pas été exprimé dans le délai est réputé favorable.

Les avis des communes et des organismes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les documents de l'enquête publique sont transmis au comité d'étude. Dans le mois, celui-ci émet un avis et formule des propositions qu'il transmet au pouvoir organisateur.

(1) Session: 1984-1985.

Document du Conseil, 122 (1984-1985) n° 1, n° 1 (errata), n° 1 (erratum) nos 2 à 11.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 11 juin 1985. — Discussion. — Vote.

Art. 5. § 1. La décision relative à la création du parc naturel est prise par le pouvoir organisateur. Elle porte sur la dénomination, les limites et le plan de gestion du parc.

Si le pouvoir organisateur est l'Exécutif, la décision est prise par arrêté motivé. Dans les autres cas, la décision est soumise à l'approbation de l'Exécutif.

Le pouvoir organisateur ne peut décider de la création d'un parc naturel que sur avis favorable de la majorité des communes concernées.

§ 2. Le pouvoir organisateur joint à la demande d'approbation un dossier selon les règles définies par l'Exécutif.

L'Exécutif statue dans les deux mois par un arrêté motivé. La création du parc naturel produit ses effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation.

§ 3. L'avis final du comité d'étude, la décision de création d'un parc naturel prise par un pouvoir organisateur autre que l'Exécutif, l'arrêté d'approbation de ce dernier, ou l'arrêté par lequel l'Exécutif a créé le parc naturel, sont déposés à la maison communale de chacune des communes intéressées, où les habitants peuvent en prendre connaissance.

La même règle est applicable en cas de modification de l'acte par lequel le parc naturel a été créé.

Art. 6. Le plan de gestion indique :

1° les objectifs poursuivis en ce qui concerne notamment la conservation de la nature, la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire, le développement rural et économique;

2° les mesures à prendre pour atteindre les objectifs poursuivis;

3° une description des moyens qui seront mis en œuvre pour que la population s'intéresse à la gestion du parc;

4° une estimation des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la gestion du parc;

5° éventuellement, les modifications à apporter aux plans d'aménagement en rapport avec la création du parc naturel;

6° une estimation de la planification des investissements à mettre en œuvre, en vue de promouvoir les objectifs du territoire concerné.

#### CHAPITRE II. — Gestion des parcs naturels

Art. 7. § 1. Il y a pour chaque parc naturel une commission de gestion dotée de la personnalité juridique.

Les membres de la commission de gestion sont nommés par l'Exécutif.

§ 2. La commission de gestion est composée comme suit :

1° des membres proposés par les conseils communaux des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel, soit :

— si le parc naturel ne s'étend que sur le territoire d'une seule commune, six membres;

— si le parc naturel s'étend sur le territoire de deux communes, quatre membres par commune;

— si l'étend sur le territoire de trois ou quatre communes, deux membres par commune;

— si l'étend sur le territoire de plus de quatre communes, un membre par commune;

2° un membre proposé par chacun des conseils provinciaux des provinces sur lesquelles s'étend le parc naturel;

3° un membre proposé par le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature;

4° un membre proposé par le pouvoir organisateur;

5° deux membres locaux proposés par des associations qui ont pour objet la conservation de la nature et qui exercent leur activité en tout ou en partie sur le territoire du parc naturel;

6° trois membres locaux proposés par des associations professionnelles d'agriculteurs, de sylviculteurs et d'artisans, et qui sont eux-mêmes agriculteurs, sylviculteurs ou artisans;

7° Un membre proposé par des organisations locales s'occupant du développement du tourisme;

8° deux fonctionnaires du Ministère de la Région Wallonne, appartenant l'un au service compétent pour la conservation de la nature, l'autre au service compétent pour l'aménagement du territoire.

§ 3. Les candidats visés au § 2, 1° à 7°, sont proposés à l'Exécutif sur une liste double.

Au moins l'un des deux candidats figurant sur chaque liste doit être domicilié dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel.

§ 4. Il y a, pour chaque membre effectif, un membre suppléant.

Le § 3 est applicable aux membres suppléants.

§ 5. Si le parc naturel s'étend en tout ou en partie sur le territoire de la région de langue française, l'Exécutif nomme un membre proposé par l'Exécutif de la Communauté française.

Si le parc naturel s'étend en tout ou en partie sur le territoire de la région de langue allemande, l'Exécutif nomme un membre proposé par l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Les §§ 3 et 4 sont applicables aux membres proposés par les Exécutifs de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

§ 6. La moitié au moins des membres effectifs, dont le président, sont domiciliés au moment de la nomination dans l'une des communes sur le territoire desquelles s'étend le parc naturel.

Les membres de la commission de gestion sont nommés simultanément. Leur mandat prend fin à l'expiration d'un délai de quatre ans, sauf en cas de démission et, pour les membres visés au § 2, 1° et 2°, en cas de retrait par les conseils provincial ou communal.

En cas de décès ou de démission, le membre suppléant achève le mandat du membre effectif qu'il remplace.

Les membres de la commission de gestion d'un parc naturel nouvellement créé sont nommés dans les deux mois de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif qui en décide ou en approuve la création.

Art. 8. § 1. Les décisions de la commission de gestion sont prises à condition que soient réunies la majorité des voix des membres présents visés à l'article 7, § 2, 1° et 2°, et la majorité des voix des membres présents visés à l'article 7, § 2, 3° à 8° et § 5.

§ 2. Lors de sa première réunion, la commission de gestion établit son règlement d'ordre intérieur, lequel peut prévoir des règles concernant les votes et un quorum de présences nécessaires.

Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le pouvoir organisateur et transmis à l'Exécutif pour approbation. Il est notifié après approbation au Secrétaire général du Ministère de la Région Wallonne.

Les modifications ultérieures du règlement d'ordre intérieur s'effectuent selon la même procédure.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir des délégations pour des objets déterminés relevant de l'exercice des missions de la commission de gestion; il peut également prévoir la collaboration temporaire ou permanente d'experts qui ne seraient pas membres de la commission de gestion.

Les membres de la commission de gestion désignent entre eux leur président, selon les règles établies par le règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. Outre les attributions prévues par d'autres dispositions, la commission de gestion a pour mission :

1° d'établir un programme et d'adresser aux autorités compétentes des propositions en vue de la réalisation du plan de gestion;

2° d'exécuter le plan de gestion;

3° de délivrer aux administrations publiques intéressées les avis qu'elles sont en droit de solliciter;

4° de proposer au pouvoir organisateur, s'il y a lieu, des modifications au plan de gestion.

La commission de gestion donne suite aux demandes qui lui sont adressées par la Communauté française ou par la Communauté germanophone, en rapport avec la gestion du parc naturel.

Art. 10. Le pouvoir organisateur met à la disposition de la commission de gestion les moyens administratifs et, sans préjudice de l'alinéa 2, les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de sa mission, conformément à un règlement qu'il établit et qui, si le pouvoir organisateur n'est pas l'Exécutif, est approuvé par celui-ci.

La Région prend en charge, conformément à un règlement arrêté par l'Exécutif, une partie des dépenses afférentes aux parcs naturels dont l'Exécutif n'est pas le pouvoir organisateur.

Les subventions de la Région sont destinées, conformément à un règlement arrêté par l'Exécutif, à être utilisées ou à être réparties par la commission de gestion en vue notamment de protéger l'environnement et d'encourager la population à participer à l'amélioration du parc naturel.

#### CHAPITRE III.

##### *Aménagement du territoire et conservation de la nature*

Art. 11. Si le parc naturel n'est pas inscrit dans un plan d'aménagement ou si le plan de gestion comprend, en vertu de l'article 6, 5°, des modifications à apporter à un plan d'aménagement, l'arrêté par lequel l'Exécutif décide la création d'un parc naturel décide également la mise en révision du plan conformément à l'article 40 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Art. 12. Ne peut être délivré sans accord préalable de la commission de gestion le permis de bâtir demandé en vue de :

1° la construction et l'exhaussement des barrages qui sont destinés à la production d'eau potable ou au soutien de l'étiage;

2° la construction d'oléoducs, de gazoducs et de lignes électriques à haute tension;

3° la construction, l'élargissement et la modification du tracé d'autoroutes et de routes dont la largeur de la bande de roulement est de plus de sept mètres, ainsi que de voies ferrées;

4° la construction et l'extension d'installations militaires;

5° la construction et l'extension d'aérodromes.

L'accord peut être subordonné à des conditions en rapport avec la gestion du parc naturel et avec les objectifs poursuivis par la création du parc naturel.

**Art. 13. § 1er.** La commission de gestion est tenue de donner l'avis qui lui est demandé par l'autorité compétente en vue de :

1. l'octroi d'autorisations relatives à des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes de première classe en vertu du titre 1<sup>er</sup> du Règlement général pour la protection du travail;

2. l'octroi d'autorisations relatives à des établissements classés en première ou en deuxième classe en vertu de la législation sur la protection de la population contre les radiations ionisantes;

3. l'octroi des autorisations de déversement d'eaux usées dans les cours d'eau ainsi que l'octroi d'autorisations prévues par les législations sur la lutte contre la pollution atmosphérique et contre le bruit;

4. l'octroi de permis de lotir ou de bâtir, soumis à l'avis du fonctionnaire délégué, dans les cas qui seront déterminés par arrêté de l'Exécutif;

5. l'octroi d'autorisations de captage d'eaux souterraines pour un volume excédant 96 m<sup>3</sup> par jour;

6. la remise de l'avis préalable à la délivrance du permis de camping;

7. la remise de l'avis préalable à la délivrance d'autorisations de camping à la ferme.

§ 2. Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations et permis visés au § 1<sup>er</sup> sont tenues de demander l'avis de la commission de gestion.

Elles ne pourront s'écarter de cet avis que par une décision spécialement motivée.

Les délais actuellement imposés aux autorités compétentes doivent également comprendre la remise d'avis ou d'accords de la part de la commission de gestion.

**Art. 14. § 1er.** En ce qui concerne le territoire compris dans le parc naturel, les autorités compétentes sont tenues de demander l'avis de la commission de gestion dans les cas suivants :

1. préalablement à toute ordonnance de dépense ordinaire ou extraordinaire et à toute décision de passation de marché public, relatives à des travaux de curage, d'entretien, de réparation, d'amélioration et de modification des cours d'eau non navigables;

2. avant la clôture de l'enquête prévue par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

3. avant la clôture de l'enquête publique relative aux projets de plans d'aménagement du territoire;

4. préalablement à tout arrêté portant l'aménagement ou la modification de l'aménagement des bois et forêts soumis au régime forestier en vertu de l'article 31 du Code forestier;

5. préalablement à toute décision établissant ou modifiant un plan de gestion pour des réserves naturelles pour lesquelles sont imposés l'établissement et le respect d'un plan de gestion;

6. préalablement à la décision de pose d'un collecteur d'eaux usées.

Les autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peuvent s'écarter de l'avis de la commission de gestion que par une décision motivée.

§ 2. La commission de gestion est tenue de donner l'avis que l'autorité compétente lui demanderait avant une ordonnance de dépense ordinaire ou extraordinaire ou une décision de passation de marché public, relatives à des travaux de curage, d'entretien, de réparation, d'amélioration et de modification des cours d'eau navigables (y compris d'édification de barrages) dans un délai d'un mois à partir de la notification de la demande d'avis.

Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

**Art. 15.** Les réserves naturelles et forestières, ainsi que les bois et forêts soumis au régime forestier, demeurent régis par leur statut propre.

Toutefois, dans les deux ans de l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif qui crée le parc naturel ou qui en approuve la création, un nouvel aménagement des bois et forêts soumis au régime forestier est établi après avis de la commission de gestion.

**Art. 16.** L'Exécutif règle la procédure relative aux demandes d'avis ou d'accord prévues aux articles 12 à 15.

A cet effet, et hormis le délai prévu à l'article 14, § 2, les commissions de gestion sont tenues de statuer dans les cas prévus à l'article 12 dans un délai d'un mois et de communiquer leur avis dans les cas prévus aux articles 13, 14 et 15 dans un délai de 15 jours, faute de quoi l'avis est réputé favorable ou l'accord est réputé acquis.

La commission de gestion peut poursuivre, suivant les procédures existantes, la réformation ou l'annulation de tout acte ou de toute mesure pris par une autorité administrative en violation des articles 12 à 15.

#### CHAPITRE IV

##### Modification, transfert et suppression des parcs naturels

**Art. 17. § 1er.** Les limites d'un parc naturel peuvent être modifiées à l'initiative du pouvoir organisateur. Cette modification peut entraîner celle de la dénomination et du plan de gestion du parc.

Le pouvoir organisateur établit un projet sans avoir à consulter un comité d'étude. Les articles 4 et 5 sont d'application pour le surplus.

La commission de gestion est consultée sur l'ensemble du projet.

§ 2. Le plan de gestion d'un parc naturel peut être modifié par le pouvoir organisateur, sur proposition de la commission de gestion.

Aucune modification ne peut cependant y être apportée pendant les trois premières années qui suivent la création du parc naturel, en ce qui concerne les objectifs poursuivis, visés à l'article 6, 1<sup>o</sup>.

§ 3. Si la modification des limites du parc naturel a pour conséquence une modification de la composition de la commission de gestion, cette modification doit être effectuée dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif qui décide ou qui approuve la modification.

**Art. 18. § 1er.** Le pouvoir organisateur d'un parc naturel peut, par convention, transférer le parc naturel à l'une des autorités visées à l'article 2. Du fait du transfert, celle-ci devient pouvoir organisateur.

Le transfert a pour objet la totalité du parc naturel.

Le transfert est constaté ou approuvé par un arrêté de l'Exécutif selon, respectivement, que la Région y est ou non partie.

Après que le pouvoir organisateur a établi un projet de transfert, les règles des articles 4 et 5, § 3, sauf celles qui se rapportent au comité d'étude, sont applicables. La commission de gestion est consultée sur le projet.

Le transfert du parc naturel produit ses effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de l'Exécutif qui le constate ou l'approuve.

§ 2. Dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté qui constate ou approuve le transfert, l'Exécutif met fin au mandat du membre de la commission de gestion proposé par l'ancien pouvoir organisateur et nomme le membre proposé par le nouveau. Le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

**Art. 19.** Un parc naturel peut être supprimé à l'initiative du pouvoir organisateur. Après que celui-ci ait établi un projet de suppression, les règles des articles 4 et 5, sauf celles qui se rapportent au comité d'étude, sont applicables. La commission de gestion est consultée sur le projet.

La suppression du parc naturel implique la reprise de l'actif et du passif de la commission de gestion par le pouvoir organisateur.

#### CHAPITRE V. — Consultation

**Art. 20.** Le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature donne au membre de l'Exécutif qui a la conservation de la nature dans ses attributions, les avis qui lui sont demandés en matière de parcs naturels.

L'Exécutif est tenu de le consulter avant de prendre des mesures générales d'exécution du présent décret.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions pénales

**Art. 21.** Est punie d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs :

1<sup>o</sup> toute personne qui attribue publiquement la dénomination de parc naturel à un territoire ou à un établissement qui ne constitue pas un parc naturel au sens du présent décret;

2<sup>o</sup> toute personne qui néglige, refuse ou empêche de procéder à l'enquête publique prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, qui détruit les affiches ou qui viole les règles d'organisation de l'enquête.

**Art. 22.** Indépendamment des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par l'Exécutif ont qualité pour rechercher et constater les infractions prévues par l'article 21.

L'Exécutif désigne les fonctionnaires et agents chargés de contrôler, conformément à l'arrêté royal n<sup>o</sup> 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, l'emploi des fonds attribués aux commissions de gestion.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 23. § 1<sup>er</sup>. Les articles 25 à 31 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sont abrogés pour la Région Wallonne.

§ 2. L'article 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et l'article 33 de la même loi cessent d'être applicables aux parcs naturels créés en vertu du présent décret.

Art. 24. § 1<sup>er</sup>. La création du parc naturel national Hautes-Fagnes-Eifel, par arrêté ministériel du 31 mai 1978, est confirmée. Les articles 3 à 10 du même arrêté sont abrogés.

§ 2. A compter de l'entrée en vigueur du présent décret, l'Exécutif dispose d'un délai de deux mois pour désigner le pouvoir organisateur du parc naturel Hautes-Fagnes-Eifel parmi les autorités visées à l'article 2, et d'un délai de trois mois pour désigner les membres de la commission de gestion.

Le Président de la commission de gestion du parc, nommé par l'Exécutif, appartiendra au pouvoir organisateur. A cet égard, l'Exécutif pourra déroger à l'article 7, § 6, alinéa 1<sup>er</sup> du présent décret.

Si le Président est un membre de la Communauté française, la vice-présidence revient de droit à un membre de la Communauté germanophone, désigné par la commission de gestion, et inversement.

§ 3. La commission de gestion établit un projet de plan de gestion dans les six mois de sa constitution. Ce projet de plan de gestion est approuvé par l'Exécutif après consultation de toutes les communes intéressées.

L'Exécutif peut modifier les limites du parc naturel.

L'Exécutif arrête sa décision au plus tard six mois après que la commission de gestion lui a soumis le projet de plan de gestion.

§ 4. L'article 17, § 3, est applicable à la modification éventuelle des limites du parc naturel, par application du § 3.

CHAPITRE VIII. — *Disposition transitoire*

Art. 25. Aussi longtemps que le Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature n'est pas constitué, les attributions qui lui sont dévolues en vertu du présent décret sont exercées par la chambre wallonne du Conseil supérieur de la conservation de la nature.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,  
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,  
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,  
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,  
M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,  
V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique,  
J. MAYENCE-GOOSENS

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2588

16. JULI 1985. — Dekret über die Naturparks (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Definition und Errichtung der Naturparks*

Artikel 1. Ein Naturpark ist ein ländliches Gebiet von grosser biologischer und geographischer Bedeutung, das gemäss dem vorliegenden Dekret Massnahmen unterliegt, die dazu bestimmt sind, die Umwelt im Einklang mit den Wünschen der Bevölkerung und der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung des betreffenden Gebietes zu schützen.

Jeder Naturpark umfasst mindestens eine zusammenhängende Fläche von 5 000 ha. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets bleibt ein Gebiet selbst dann zusammenhängend, wenn es von Strassen, Autobahnen, Schifffahrtstrassen oder Bahngleisen durchquert wird.

Art. 2. Können die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergreifen:

1. die Wallonische Region, vertreten durch ihre Exekutive;
2. die Gemeinde oder die Provinz, in deren Gebiet der gesamte Naturpark liegen würde;
3. die Gemeindevereinigung, die durch ihren Gesellschaftszweck ausdrücklich befugt wird, einen solchen Vorschlag zu machen;
4. die Vereinigung der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Exekutive, die Gemeinden und Provinzen, in deren Gebiet der Naturpark liegen würde;

Die Behörde, die die Initiative zur Errichtung eines Naturparks ergriffen hat, ist Träger dieses Parks.

(1) Sitzungsperiode 1984-1985.

Dokumente des Rates, 122 (1984-1985) Nr. 1, Nr. 1 (Errata), Nr. 1 (Erratum) Nrn. 2bis 11.  
Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 11. Juni 1985. — Diskussion. — Abstimmung.

**Art. 3.** Der Träger setzt einen Fachausschuss ein, der aus den Gemeinden, in deren Gebiet der Naturpark liegt, sowie aus anderen betreffenden Kreisen, darunter die Förderer des Naturparks, zusammengesetzt ist; der Ausschuss verfasst einen Bericht und einen Vorentwurf über:

1. die Grenzen des Parks;
2. den in Artikel 6 erwähnten Verwaltungsplan;
3. die Folgen, die die Errichtung des Naturparks für die betreffenden Gemeinden und ihre Einwohner hat.

Wenn der Träger die Exekutive ist, legt der Fachausschuss den Bericht und den Vorentwurf innerhalb sechs Monaten ab dem Tage vor, an dem er eingesetzt worden ist.

**Art. 4. § 1.** Nach Empfang des Berichts und des Vorentwurfs erstellt der Träger einen Entwurf. Dieser bezieht sich auf die Benennung, die Grenzen und den Verwaltungsplan des Naturparks.

Der Entwurf wird innerhalb zehn Tagen nach seiner Erstellung den betreffenden Gemeinden sowie der Exekutive, wenn sie nicht Träger ist, zugestellt.

Innerhalb zwei Monaten ab der Zustellung nehmen die Gemeinden eine öffentliche Untersuchung gemäss der von der Exekutive festgelegten Regelung vor. Der Erlass der Exekutive sieht insbesondere folgendes vor:

- eine Untersuchungsdauer von mindestens einem Monat;
- das Anschlagen der Dokumente auf der öffentlichen Strasse;
- die Abhaltung von informativen Versammlungen und das Gespräch zwischen Beschwerdeführern, Träger und Gemeinde;
- die Unterbrechung der Untersuchungsfristen während der Monate Juli und August.

Innerhalb zwei Monaten nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung geben die Gemeinderäte ein günstiges oder ungünstiges Gutachten ab. Das günstige Gutachten kann an Bedingungen geknüpft sein. Wenn das Gutachten nicht fristgemäss abgegeben worden ist, gilt es als günstig.

§ 2. Nach Erhalt des Gutachtens der Gemeinden berät sich der Träger mit der (den) betreffenden Exekutive(n), dem Wallonischen Oberen Rat für die Erhaltung der Natur, dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region, den Ständigen Ausschüssen der Provinzen, in denen der Naturpark liegen würde, und dem Beratenden Wallonischen Regionalausschuss für Raumordnung.

Die Gutachten der Gemeinden werden den Anträgen auf Gutachten beigelegt, die diesen Einrichtungen zugestanden werden. Diese geben ihr Gutachten innerhalb der zwei Monate ab der Antragstellung ab. Wenn das Gutachten nicht fristgemäss abgegeben worden ist, gilt es als günstig.

Die Gutachten der Gemeinden und die in Absatz 1 erwähnten Einrichtungen sowie die Unterlagen der öffentlichen Untersuchung werden dem Fachausschuss übermittelt. Innerhalb des Monats gibt dieser ein Gutachten ab und macht Vorschläge, die er dem Träger übermittelt.

**Art. 5. § 1.** Der Beschluss über die Errichtung des Naturparks wird vom Träger gefasst. Er bezieht sich auf die Benennung, die Grenzen und den Verwaltungsplan des Parks.

Wenn die Exekutive Träger ist, wird der Beschluss durch begründeten Erlass gefasst. In den anderen Fällen unterliegt der Beschluss der Genehmigung der Exekutive.

Der Träger kann die Errichtung eines Naturparks nur beschliessen, wenn die Mehrheit der betreffenden Gemeinden ein günstiges Gutachten abgibt.

§ 2. Gemäss den von der Exekutive festgelegten Regeln fügt der Träger dem Antrag auf Genehmigung eine Akte bei.

Die Exekutive trifft ihre Entscheidung innerhalb zweier Monate durch begründeten Erlass. Die Errichtung des Naturparks gilt ab dem Inkrafttreten des Genehmigungserlasses.

§ 3. Das endgültige Gutachten des Fachausschusses, der Beschluss über die Errichtung eines Naturparks — wenn nicht die Exekutive Träger ist —, der Genehmigungserlass der Exekutive oder der Erlass, durch den die Exekutive den Naturpark errichtet hat, werden im Gemeindehaus einer jeden betreffenden Gemeinde hinterlegt, wo sie von den Einwohnern eingesehen werden können.

Die gleiche Regel gilt im Falle einer Abänderung der Urkunde, durch die der Naturpark errichtet worden ist.

**Art. 6.** Der Verwaltungsplan enthält folgende Angaben:

1. die verfolgten Ziele, insbesondere was die Erhaltung der Natur, den Schutz der Umwelt, die Raumordnung, die ländliche und wirtschaftliche Entwicklung betrifft;
2. die Massnahmen, die zu ergreifen sind, um die verfolgten Ziele zu erreichen;
3. eine Beschreibung der Mittel, die man einsetzen wird, damit sich die Bevölkerung für die Verwaltung des Parks interessiert;

4. eine Schätzung der für die Verwaltung des Parks erforderlichen Personal-, Funktions- und Investitionsausgaben;

5. eventuell die Änderungen, die hinsichtlich der Errichtung des Naturparks an den Raumordnungsplänen vorzunehmen sind;

6. eine Schätzung der Planung der Investitionen, die im Hinblick auf die Förderung der Ziele des betreffenden Gebietes vorgenommen werden müssen.

## KAPITEL II. — Verwaltung der Naturparks

**Art. 7. § 1.** Für jeden Naturpark gibt es eine Verwaltungskommission, die die Rechtspersönlichkeit genießt.

Die Mitglieder der Verwaltungskommission werden von der Exekutive ernannt.

§ 2: Die Verwaltungskommission setzt sich wie folgt zusammen:

1. Mitglieder, die von den Gemeinderäten der Gemeinden, in deren Gebiet der Naturpark liegt, vorgeschlagen werden, und zwar:

- wenn sich der Naturpark nur über das Gebiet einer einzigen Gemeinde erstreckt, sechs Mitglieder;
- wenn sich der Naturpark über das Gebiet von zwei Gemeinden erstreckt, vier Mitglieder pro Gemeinde;
- wenn sich der Naturpark über das Gebiet von drei oder vier Gemeinden erstreckt, zwei Mitglieder pro Gemeinde;
- wenn sich der Naturpark über das Gebiet von mehr als vier Gemeinden erstreckt, ein Mitglied pro Gemeinde.

2. ein Mitglied, das von jedem der Provinzialräte der Provinzen, in denen der Naturpark liegt, vorgeschlagen wird;

3. ein Mitglied, das vom Wallonischen Oberen Rat für die Erhaltung der Natur vorgeschlagen wird;

4. ein Mitglied, das vom Träger vorgeschlagen wird;

5. zwei lokale Mitglieder, die von Vereinigungen vorgeschlagen werden, die die Erhaltung der Natur zum Ziel haben und ihre Tätigkeit ganz oder teilweise auf dem Gebiet des Naturparks ausüben;

6. drei lokale Mitglieder, die von Berufsverbänden von Landwirten, von Forstwirten und von Handwerkern vorgeschlagen werden und die selbst Landwirt, Forstwirt oder Handwerker sind;

7. ein Mitglied, das von lokalen Organisationen, die sich mit der Förderung des Fremdenverkehrs befassen, vorgeschlagen wird;

8. zwei Beamte des Ministeriums der Wallonischen Region: einer vom zuständigen Dienst für die Erhaltung der Natur und der andere vom zuständigen Dienst für Raumordnung.

§ 3. Die in § 2, Punkte 1, bis 7, gemeinten Kandidaten werden der Exekutive auf einer doppelten Liste vorgeschlagen.

Mindestens einer der beiden Kandidaten, die auf jeder Liste stehen, muss seinen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, über deren Gebiet sich der Naturpark erstreckt.

§ 4. Für jedes effektive Mitglied gibt es ein Ersatzmitglied.

§ 3 findet Anwendung auf die Ersatzmitglieder.

§ 5. Wenn der Naturpark ganz oder teilweise im Gebiet französischer Sprache liegt, ernannt die Exekutive ein Mitglied, das von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vorgeschlagen wird.

Wenn der Naturpark ganz oder teilweise im Gebiet deutscher Sprache liegt, ernannt die Exekutive ein Mitglied, das von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen wird.

Die §§ 3 und 4 finden Anwendung auf die Mitglieder, die von den Exekutiven der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen werden.

§ 6. Mindestens die Hälfte der effektiven Mitglieder, darunter der Vorsitzende, müssen zum Zeitpunkt der Ernennung ihren Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, über deren Gebiet sich der Naturpark erstreckt.

Die Mitglieder der Verwaltungskommission werden zur gleichen Zeit ernannt. Ihr Mandat endet nach Ablauf einer Frist von vier Jahren, ausser im Falle eines Rücktritts und, was die in § 2, Punkte 1 und 2, gemeinten Mitglieder betrifft, wenn die Provinzial- oder Gemeinderäte ihnen das Mandat zurückziehen.

Wenn ein effektives Mitglied stirbt oder zurücktritt, beendet das Ersatzmitglied sein Mandat.

Die Mitglieder der Verwaltungskommission eines kürzlich errichteten Naturparks werden innerhalb der zwei Monate ab Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive, der die Errichtung des Naturparks beschliesst oder genehmigt, ernannt.

**Art. 8. § 1.** Die Beschlüsse der Verwaltungskommission werden unter der Bedingung gefasst, dass die Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder, die in Artikel 7, § 2, Punkte 1 und 2, erwähnt sind, und die Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder, die in Artikel 7, § 2, Punkte 3, bis 8, und § 3, erwähnt sind, erreicht wird.

§ 2. Die Verwaltungskommission legt bei ihrer ersten Sitzung ihre Geschäftsordnung fest, in der Regeln vorgesehen werden können über die Abstimmungen und ein Quorum.

Die Geschäftsordnung wird vom Träger genehmigt und der Exekutive zwecks Genehmigung übermittelt. Nach Genehmigung wird sie dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region zugestellt.

Die nachträglichen Abänderungen der Geschäftsordnung unterliegen dem gleichen Verfahren.

Für bestimmte Angelegenheiten, die zur Ausübung der Aufgaben der Verwaltungskommission gehören, kann die Geschäftsordnung Abordnungen vorsehen; sie kann ebenfalls die zeitweilige oder ständige Mitarbeit von Sachverständigen vorsehen, die nicht Mitglieder der Verwaltungskommission sind.

Die Mitglieder der Verwaltungskommission bestellen ihren Vorsitzenden unter sich, und zwar gemäss den durch die Geschäftsordnung bestimmten Regeln.

Art. 9. Neben den durch andere Bestimmungen vorgesehenen Zuständigkeiten, besteht die Aufgabe der Verwaltungskommission darin :

1. im Hinblick auf die Verwirklichung des Verwaltungsplans ein Programm aufzustellen und den zuständigen Behörden Vorschläge zu machen;
2. den Verwaltungsplan durchzuführen;
3. den betreffenden öffentlichen Verwaltungen die Gutachten anzugeben, die sie einholen dürfen;
4. dem Träger gegebenenfalls Änderungen des Verwaltungsplans vorzuschlagen.

Die Verwaltungskommission gibt den Anträgen statt, die die Französische Gemeinschaft oder die Deutschsprachige Gemeinschaft in bezug auf die Verwaltung des Naturparks stellen.

Art. 10. Der Träger stellt der Verwaltungskommission die administrativen Mittel und, unbeschadet des Absatzes 2, die finanziellen Mittel, die zur Erfüllung ihrer Aufgabe notwendig sind, zur Verfügung. Dies erfolgt gemäss einer Regelung, die er festlegt und die von der Exekutive genehmigt wird, wenn sie nicht Träger ist.

Gemäss einer durch die Exekutive festgelegten Regelung kommt die Region für einen Teil der Ausgaben auf, die die Naturparks betreffen, deren Träger nicht die Exekutive ist.

Gemäss einer durch die Exekutive festgelegten Regelung sollen die Zuschüsse der Region von der Verwaltungskommission benutzt oder verteilt werden, insbesondere um die Umwelt zu schützen und um die Bevölkerung zur Teilnahme an der Verbesserung des Naturparks zu ermuntern.

### KAPITEL III. — Raumordnung und Erhaltung der Natur

Art. 11. Wenn der Naturpark nicht in einen Raumordnungsplan eingetragen ist oder wenn der Verwaltungsplan aufgrund von Artikel 6, Punkt 5, Änderungen eines Raumordnungsplans enthält, beschliesst der Erlass, durch den die Exekutive die Errichtung eines Naturparks beschliesst, ebenfalls die Revision des Planes gemäss Artikel 40 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches.

Art. 12. Ohne vorherige Zustimmung der Verwaltungskommission darf die Baugenehmigung nicht erteilt werden, die beantragt wird im Hinblick auf :

1. den Bau und die Erhöhung der Staudämme, die zur Aufbereitung von Trinkwasser und zur Regulierung des Wasserstandes bestimmt sind;
2. den Bau von Öl-, Gas-, und Hochspannungsleitungen;
3. den Bau, die Erweiterung und die Änderung der Trasse von Autobahnen und Strassen, deren Fahrstreifen zusammen mehr als sieben Meter breit sind, sowie von Gleisen;
4. den Bau und die Erweiterung von militärischen Anlagen;
5. den Bau und die Erweiterung von Flugplätzen.

Die Zustimmung kann von Bedingungen abhängen, die mit Verwaltung des Naturparks und mit den durch die Errichtung des Naturparks verfolgten Zielen zusammenhängen.

Art. 13. § 1. Die Verwaltungskommission ist verpflichtet, das Gutachten abzugeben, das die zuständige Behörde anfordert im Hinblick auf :

1. die Erteilung von Genehmigungen bezüglich Betriebe, die aufgrund des Titels I, der allgemeinen Arbeitsschutzordnung als gefährliche, gesundheitsschädliche oder lästige Betriebe erster Klasse eingestuft worden sind;
2. die Erteilung von Genehmigungen bezüglich Betriebe, die aufgrund der Gesetzgebung über den Schutz der Bevölkerung gegen ionisierende Strahlen in die erste oder zweite Klasse eingestuft worden sind;

3. die Erteilung der Genehmigungen zur Einleitung von Abwässern in die Wasserläufe sowie die Erteilung von Genehmigungen, die durch die Gesetzgebungen über die Bekämpfung der Luftreinigung und des Lärms vorgesehen sind;

4. die Erteilung von Erschliessungs- oder Baugenehmigungen, die dem Gutachten des beauftragten Beamten unterliegen, in den Fällen, die durch Erlass der Exekutive bestimmt werden;

5. die Erteilung von Genehmigungen zur Gewinnung von Grundwasser für ein Volumen von mehr als 96 m<sup>3</sup> pro Tag;

6. die Abgabe des Gutachtens, die vor der Ausstellung der Campingzulassung erfolgen muss;

7. die Abgabe des Gutachtens, die vor der Ausstellung von Zulassungen für Camping auf dem Bauernhof erfolgen muss.

§ 2. Die Behörden, die für die Ausstellung der in § 1 erwähnten Genehmigungen und Zulassungen zuständig sind, sind verpflichtet, das Gutachten der Verwaltungskommission einzuholen.

Von diesem Gutachten dürfen sie nur durch einen speziell begründeten Beschluss abweichen.

Die zur Zeit den zuständigen Behörden auferlegten Fristen müssen ebenfalls die Abgabe von Gutachten oder die Erteilung von Zustimmungen seitens der Verwaltungskommission mit einbeziehen.

Art. 14. § 1. Was das Gebiet betrifft, das im Naturpark liegt, sind die zuständigen Behörden verpflichtet, das Gutachten der Verwaltungskommission in folgenden Fällen einzuholen :

1. vor jeder Anweisung einer ordentlichen oder ausserordentlichen Ausgabe und vor jedem Beschluss über die Vergabe öffentlicher Aufträge bezüglich Arbeiten zur Säuberung, zur Unterhaltung, zur Instandsetzung, zur Ausbesserung und zur Änderung der nicht-schiffbaren Wasserläufe;

2. vor dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die in Artikel 21 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichem Eigentum vorgesehen ist;

3. vor dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung über die Entwürfe von Raumordnungsplänen;

4. vor jedem Erlass, der die Bewirtschaftung oder die Änderung der Bewirtschaftung der Wälder und Forste, die aufgrund von Artikel 31 des Forstgesetzbuches der Forstordnung unterliegen, festlegt;

5. vor jedem Beschluss zur Aufstellung oder Änderung eines Verwaltungsplans für Naturschutzgebiete, für die die Aufstellung und die Einhaltung eines Verwaltungsplans vorgeschrieben sind;

6. vor jedem Beschluss über das Verlegen eines Sammlers für Abwässer;

Die in Absatz 1 erwähnten Behörden können nur durch einen begründeten Beschluss von dem Gutachten der Verwaltungskommission abweichen.

§ 2. Die Verwaltungskommission muss das Gutachten, das die zuständige Behörde vor der Anweisung einer ordentlichen oder ausserordentlichen Ausgabe oder vor dem Beschluss über die Vergabe öffentlicher Aufträge bezüglich Arbeiten zur Säuberung, Unterhaltung, Instandsetzung, Ausbesserung oder Änderung der schiffbaren Wasserläufe (einschliesslich zum Bau von Staudämmen) bei ihr einholen würde, innerhalb eines Monats ab der Zustellung des betreffenden Antrags abgeben.

Nach Ablauf dieser Frist, gilt das Gutachten als günstig.

Art. 15. Die Natur- und Forstschutzgebiete sowie die Wälder und Forste, die der Forstordnung unterliegen, werden weiterhin durch ihr eigenes Statut geregelt.

Innerhalb der zwei Jahre nach Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive, der den Naturpark errichtet oder dessen Errichtung genehmigt wird, jedoch nach Gutachten der Verwaltungskommission eine neue Bewirtschaftung der Wälder und Forste, die der Forstordnung unterliegen, festgelegt.

Art. 16. Die Exekutive regelt das Verfahren bezüglich der in den Artikeln 12 bis 15 vorgesehenen Anträge auf Gutachten oder Zustimmung.

Zu diesem Zweck und mit Ausnahme der in Artikel 14, § 2, vorgesehenen Frist sind die Verwaltungskommissionen verpflichtet, in den in Artikel 12 vorgesehenen Fällen ihre Entscheidung innerhalb eines Monats zu treffen und in den in den Artikeln 13, 14 und 15 vorgesehenen Fällen ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 15 Tagen mitzuteilen; andernfalls gilt das Gutachten als günstig oder die Zustimmung als erhalten.

Die Verwaltungskommission kann die Abänderung oder die Ungültigkeitserklärung einer jeden Urkunde oder Massnahme, die eine Verwaltungsbehörde in Übertretung der Artikel 12 bis 15 getroffen hätte, gemäss den bestehenden Verfahren fordern.



## KAPITEL IV

*Änderung, Übertragung und Aufhebung der Naturparks*

Art. 17. § 1. Die Grenzen des Naturparks können auf Initiative des Trägers geändert werden. Diese Änderung kann zur Änderung der Benennung und des Verwaltungsplans des Naturparks führen.

Der Träger fertigt einen Entwurf an, ohne den Rat des Fachausschusses einholen zu müssen. Für das übrige sind die Artikel 4 und 5 anwendbar.

Die Verwaltungskommission wird bezüglich des gesamten Entwurfs zu Rate gezogen.

§ 2. Der Verwaltungsplan des Naturparks kann auf Vorschlag der Verwaltungskommission vom Träger geändert werden.

Was die in Artikel 6, Punkt 1, verfolgten Ziele betrifft, darf jedoch keine Änderung daran vorgenommen werden während der drei Jahre nach der Errichtung des Naturparks.

§ 3. Wenn die Änderung der Grenzen des Naturparks eine Änderung der Zusammensetzung der Verwaltungskommission zur Folge hat, muss diese Änderung innerhalb der drei Monate nach dem Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive erfolgen, der die Änderung beschliesst oder genehmigt.

Art. 18. § 1. Der Träger eines Naturparks kann den Naturpark durch ein Abkommen an eine der in Artikel 2 erwähnten Behörden übertragen. Durch diese Übertragung wird diese Träger.

Die Übertragung betrifft die Gesamtheit des Naturparks.

Die Übertragung wird durch einen Erlass der Exekutive festgestellt oder genehmigt, je nachdem ob die Region daran beteiligt ist oder nicht.

Nachdem der Träger einen Übertragungsentwurf angefertigt hat, sind die Regeln der Artikel 4 und 5, § 3 — mit Ausnahme derjenigen, die sich auf den Fachausschuss beziehen — anwendbar. Die Verwaltungskommission wird bezüglich des Entwurfs zu Rate gezogen.

Die Übertragung des Naturparks gilt ab Inkrafttreten des Erlasses der Exekutive, der sie feststellt oder genehmigt.

§ 2. Innerhalb zwei Monaten ab Inkrafttreten des Erlasses, der die Übertragung feststellt oder genehmigt, beendet die Exekutive das Mandat des vom früheren Träger vorgeschlagenen Mitglieds der Verwaltungskommission und ernennt das vom neuen Träger vorgeschlagene Mitglied. Das neue Mitglied vollendet das Mandat des Mitglieds, das es ersetzt.

Art. 19. Ein Naturpark kann auf Initiative des Trägers aufgehoben werden. Nachdem dieser einen Aufhebungsentwurf angefertigt hat, sind die Regeln der Artikel 4 und 5 — mit Ausnahme derjenigen, die sich auf den Fachausschuss beziehen — anwendbar. Die Verwaltungskommission wird bezüglich des Entwurfs zu Rate gezogen.

Die Aufhebung des Naturparks bedeutet, dass der Träger die Aktiva und Passiva der Verwaltungskommission übernimmt.

KAPITEL V. — *Beratung*

Art. 20. Der Wallonische Obere Rat für die Erhaltung der Natur gibt dem Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, die Gutachten ab, die in Sachen Naturparks bei ihm eingeholt werden.

Die Exekutive muss ihn zu Rate ziehen, bevor sie allgemeine Massnahmen zur Durchführung des vorliegenden Dekrets trifft.

KAPITEL VI. — *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. 21. Wird mit einer Geldbusse von sechsundzwanzig bis fünf-hundert Franken bestraft:

1. jede Person, die ein Gebiet oder eine Einrichtung, das bzw. die nicht ein Naturpark im Sinne des vorliegenden Dekrets ist, öffentlich als Naturpark bezeichnet;

2. jede Person, die die Durchführung der in Artikel 4, § 1, vorgesehenen öffentlichen Untersuchung versäumt, verweigert oder verhindert, die die Plakate zerstört oder gegen die Regeln der Organisation der Untersuchung verstösst.

Art. 22. Unabhängig von den Strafverfolgungsbeamten sind die von der Exekutive zu diesem Zweck bestellten Beamten und Bediensteten befugt, die in Artikel 21 vorgesehenen Übertretungen zu ermitteln und festzustellen.

Die Exekutive bestellt die Beamten und Bediensteten, die damit beauftragt sind, die Verwendung der den Verwaltungskommissionen gewährten Mittel gemäss dem königlichen Erlass Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung der Zuschüsse zu kontrollieren.

KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 23. § 1. Die Artikel 25 bis 31 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur werden für die Wallonische Region aufgehoben.

§ 2. Artikel 6, Absätze 1 und 2 und Artikel 23 desselben Gesetzes sind nicht mehr auf die Naturparks anwendbar, die aufgrund des vorliegenden Dekrets errichtet werden.

Art. 24. § 1. Die Errichtung des nationalen Naturparks Hohes Venn-Eifel durch den Ministerialerlass vom 31. Mai 1978 wird bestätigt. Die Artikel 3 bis 10 desselben Erlasses werden aufgehoben.

§ 2. Ab Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verfügt die Exekutive über eine Frist von zwei Monaten, um den Träger des Naturparks Hohes Venn-Eifel unter den in Artikel 2 erwähnten Behörden zu bestellen, und über eine Frist von drei Monaten, um die Mitglieder der Verwaltungskommission zu bestellen.

Der Vorsitzende der Verwaltungskommission, der von der Exekutive ernannt wird, gehört zum Träger. In dieser Hinsicht kann die Exekutive von Artikel 7, § 6, Absatz 1, des vorliegenden Dekrets abweichen.

Wenn der Vorsitzende ein Mitglied der Französischen Gemeinschaft ist, steht das Amt des Vizepräsidenten einem Mitglied der Deutschsprachigen Gemeinschaft von Rechts wegen zu, und umgekehrt.

§ 3. Die Verwaltungskommission fertigt innerhalb sechs Monaten nach ihrer Einsetzung den Entwurf eines Verwaltungsplans an. Dieser Entwurf des Verwaltungsplans wird nach Beratung mit allen betreffenden Gemeinden von der Exekutive genehmigt.

Die Exekutive kann die Grenzen des Naturparks ändern.

Die Exekutive fasst ihren Beschluss spätestens sechs Monate, nachdem die Verwaltungskommission ihr den Entwurf des Verwaltungsplans vorgelegt hat.

§ 4. Artikel 17, § 3, ist in Anwendung von § 3 auf die eventuelle Änderung der Grenzen des Naturparks anwendbar.

KAPITEL VIII. — *Übergangsbestimmungen*

Art. 25. Solange der Wallonische Obere Rat die Erhaltung der Natur nicht gebildet ist, werden die Zuständigkeiten, die ihm aufgrund des vorliegenden Dekrets übertragen werden, von der Wallonischen Kammer des Oberen Rates für die Erhaltung der Natur ausgeübt.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Brüssel, den 16. Juli 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen,

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,  
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,

V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,

J. MAYENCE-GOOSSENS

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 85 — 2588

16 JULI 1985. — Dekreet betreffende natuurparken (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Definitie en oprichting van natuurparken**

**Artikel 1.** Een natuurpark is een landelijk gebied met een hoge biologische en geografische waarde, overeenkomstig dit dekreet onderworpen aan maatregelen tot bescherming van het milieu in harmonie met de wensen van de bevolking en de economische en sociale ontwikkeling van het betrokken gebied.

Elk natuurpark bevat een aaneenliggende oppervlakte van minimum 5 000 ha. Een gebied wordt als aaneenliggend beschouwd voor toepassing van huidig dekreet zelfs indien het doorkruist wordt door wegen, autowegen, waterwegen of spoorwegen.

**Art. 2.** Mogen het initiatief nemen tot het inrichten van een natuurpark :

- 1° het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Executieve;
- 2° de gemeente of de provincie op wiens gebied het natuurpark volledig zal gelegen zijn;
- 3° de vereniging van gemeente waarvan het sociaal doel de mogelijkheid voorziet om een dergelijk voorstel te formuleren;
- 4° de vereniging van het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Executieve, de gemeenten en provincies op wiens gebied het natuurpark zal gelegen zijn;
- 5° de overheid die het initiatief nam tot het inrichten van natuurpark is de inrichtende macht van dit park.

**Art. 3.** De inrichtende macht richt een studiec comité op samengesteld uit de gemeenten van de omgeving van het natuurpark en andere betrokken milieus, waaronder de promotors van het natuurpark; het comité stelt een rapport op en een voorontwerp betreffende :

- 1° de grenzen van het park;
- 2° het beheerplan bedoeld onder artikel 6;
- 3° de gevolgen van de inrichting van een natuurpark voor de geïnteresseerde gemeenten en hun inwoners.

Indien de inrichtende macht de Executieve is, legt het studiec comité een rapport en een voorontwerp neer binnen de zes maanden na datum van oprichting.

**Art. 4. § 1.** Na ontvangst van het rapport en het voorontwerp stelt de inrichtende macht een ontwerp op. Dit slaat op de benaming, de grenzen en het beheerplan van het natuurpark. Het ontwerp wordt betekend binnen de 10 dagen na opstelling aan de betrokken gemeenten alsook aan de Executieve indien deze niet de inrichtende macht is. Binnen de twee maanden van betekening, gaan de gemeenten over tot een openbaar onderzoek overeenkomstig het reglement uitgevaardigd door de Executieve.

Het besluit van de Executieve voorziet o.a. :

- de duur van het onderzoek van tenminste één maand;
- de aanplakking van de documenten op de openbare weg;
- het houden van informatievergaderingen en het gemeenschappelijk overleg tussen de klagers, de inrichtende macht en de gemeente;
- de opschorting van de termijnen van onderzoek gedurende de maanden juli en augustus.

Binnen de twee maanden na afsluiting van het openbaar onderzoek, brengen de gemeenteraden een gunstig of ongunstig advies uit. Het ongunstig advies mag gepaard gaan met voorwaarden. Het advies dat niet uitgebracht werd binnen de termijn wordt geacht gunstig te zijn.

§ 2. Na ontvangst van het advies van de gemeenten, raadpleegt de inrichtende macht de Executieve of de verschillende gemeenschapsexecutieven, de Hoge Waalse Raad voor het Natuurbehoud, de Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest, de bestendige deputaties van de provincies over dewelke het natuurpark zich zal uitstrekken en het Waalse regionale adviescomité voor ruimtelijke ordening. Het advies van de gemeente wordt gevoegd bij de aanvragen tot advies gericht aan deze organismen. Deze brengen hun advies uit binnen de twee maanden na aanvraag. Het advies dat niet uitgebracht werd binnen deze termijn wordt geacht gunstig te zijn.

Het advies van de gemeenten en de organismen bedoeld in alinea 1 alsook de documenten van het openbaar onderzoek worden overgemaakt aan het studiec comité. Binnen de maand dient deze een advies uit te brengen en voorstellen te formuleren die overgemaakt worden aan de inrichtende macht.

**Art. 5. § 1.** De beslissing betreffende de inrichting van een natuurpark wordt genomen door de inrichtende macht. Zij betreft de benaming, de grenzen en het beheerplan van het park. Indien de inrichtende macht de Executieve is, wordt de beslissing genomen bij gemotiveerd besluit. In de andere gevallen wordt de beslissing onderworpen aan de goedkeuring van de Executieve. De inrichtende macht kan maar beslissen tot het inrichten van een natuurpark op gunstig advies van de meerderheid van de betrokken gemeenten.

§ 2. De inrichtende macht voegt bij het verzoek tot goedkeuring een dossier overeenkomstig de regelen bepaald door de Executieve. De Executieve doet uitspraak binnen de twee maanden bij gemotiveerd besluit. De inrichting van een natuurpark zal effect hebben vanaf de datum van het van kracht zijn van het besluit van goedkeuring.

§ 3. Het eindadvies van het studiec comité, de beslissing genomen door de inrichtende macht anders dan de Executieve tot inrichting van een natuurpark, het goedkeuringsbesluit van de Executieve, of het besluit bij hetwelk de Executieve een natuurpark kreëert, worden neergelegd op het gemeentehuis van ieder der betrokken gemeenten waar de inwoners er kennis kunnen van nemen. Dezelfde regel is van toepassing in geval van wijziging van de akte bij dewelke het natuurpark wordt ingericht.

**Art. 6.** Het beheerplan duidt aan :

- 1° de doelstellingen wat betreft o.a. het natuurbehoud, de bescherming van de omgeving, de inrichting van het gebied, de landelijke en economische ontwikkeling;
- 2° de maatregelen te nemen om de doelstellingen te bereiken;
- 3° een beschrijving van de middelen die zullen gehanteerd worden opdat de bevolking zich zou interesseren aan het beheer van het park;
- 4° een evaluatie van de uitgaven voor personeel, werking en de noodzakelijke investeringen voor het beheer van het park;
- 5° eventueel de wijzigingen die dienen aangebracht te worden aan de plannen van ruimtelijke ordening in overeenstemming met de inrichting van een natuurpark;
- 6° een evaluatie van de planning van de investeringen die dienen gedaan te worden om de doelstellingen van het betrokken gebied te bevorderen.

**HOOFDSTUK II. — Beheer van de natuurparken**

**Art. 7. § 1.** Er is voor ieder natuurpark een beheercomité met rechtspersoonlijkheid.

De leden van het beheercomité worden benoemd door de Executieve.

(1) Sessie 1984 — 1985.

Stukken van de Raad, 122 (1984-1985), nr. 1. — Bespreking. — Stemming.



§ 2. Het beheercomité is samengesteld als volgt :

1° de leden voorgesteld door de gemeenteraden van de gemeenten op wiens gebied het natuurpark zich uitstrekt, ofwel :

— indien het natuurpark zich over het grondgebied van één gemeente uitstrekt, zes leden;

— indien het natuurpark zich over het grondgebied van twee gemeenten uitstrekt, vier leden per gemeente;

— indien het zich uitstrekt over het grondgebied van drie of vier gemeenten, twee leden per gemeente;

— indien het zich uitstrekt over het grondgebied van meer dan vier gemeenten, één lid per gemeente;

2° een lid voorgesteld door ieder der provinciale raden van de provincies over dewelke het natuurpark zich uitstrekt;

3° een lid voorgesteld door de Hoger Waalse Raad voor Natuurbehoud;

4° een lid voorgesteld door de inrichtende macht;

5° twee lokale leden voorgesteld door de verenigingen die het natuurbehoud tot doel hebben en die hun activiteit uitoefenen geheel of gedeeltelijk op het grondgebied van het natuurpark;

6° drie lokale leden voorgesteld door de beroepsverenigingen van landbouwers, bosbouwkundigen en ambachtsmannen, en die zelf landbouwer, bosbouwer of ambachtsman zijn;

7° een lid voorgesteld door de lokale organisaties die zich bezighouden met de ontwikkeling van het toerisme;

8° twee ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, behorend de ene tot een dienst bevoegd voor het natuurbehoud, de andere tot een dienst bevoegd voor ruimtelijke ordening.

§ 3. De kandidaten bedoeld in § 2, 1° tot 7°, worden voorgesteld aan de Executieve op een dubbele lijst. Ten minste één van de twee kandidaten voorkomend op iedere lijst dient gedomicilieerd te zijn in één van de gemeenten op wiens grondgebied het natuurpark zich uitstrekt.

§ 4. Voor ieder effectief lid is er een plaatsvervanger. § 3 is van toepassing op de plaatsvervangers.

§ 5. Indien het natuurpark zich uitstrekt geheel of gedeeltelijk op het grondgebied van het Franse taalgebied, benoemt de Executieve een lid voorgesteld door de Executieve van de Franse gemeenschap.

Indien het natuurpark zich geheel of gedeeltelijk uitstrekt op het grondgebied van het Duitse taalgebied, benoemt de Executieve een lid voorgesteld door de Executieve van de Duitse gemeenschap.

De §§ 3 en 4 zijn van toepassing op de leden voorgesteld door de Executieven van de Franse Gemeenschap en de Duitse Gemeenschap.

§ 6. Tenminste de helft van de effectieve leden, waaronder de voorzitter, zijn gedomicilieerd op het moment van hun benoeming in één van de gemeenten op wiens grondgebied het natuurpark zich uitstrekt.

De leden van het beheercomité worden gelijktijdig benoemd. Hun mandaat neemt een einde bij het verstrijken van de termijn van vier jaar, tenzij in geval van ontslag en, voor de leden bedoeld in § 2, 1° en 2°, in geval van oppensioenstelling door de provincie- of gemeenteraden.

In geval van overlijden of van ontslag, zal de plaatsvervanger het mandaat van het effectief lid dat hij vervangt, beëindigen.

De leden van het beheercomité van het nieuw ingerichte natuurpark worden benoemd binnen de twee maanden van het van kracht gaan van het besluit van de Executieve dat hiertoe besluit of de inrichting goedkeurt.

**Art. 8. § 1.** De beslissingen van het beheercomité worden genomen op voorwaarde dat zij de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden bedoeld in artikel 7, § 2, 1° en 2°, krijgen, en de meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden bedoeld in artikel 7, § 2, 3° tot 8°, en § 5.

§ 2. Bij de eerste vergadering, zal het beheercomité haar inwendig reglement van orde opstellen waarin regels kunnen voorzien worden betreffende de stemmen en het vereiste aanwezigheidsquorum.

Het reglement van inwendige orde wordt goedgekeurd door de inrichtende macht en voor goedkeuring overgemaakt aan de Executieve. Het wordt, na goedkeuring, betekend aan het sekretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De latere wijzigingen aan het reglement van inwendige orde gebeuren volgens dezelfde procedure.

Het reglement van inwendige orde kan voorzien in de delegatie voor bepaalde doelen voortvloeiend uit de uitoefening van de opdrachten van het beheercomité; het kan eveneens voorzien in de tijdelijke of bestendige samenwerking met deskundigen die geen lid zijn van het beheercomité.

De leden van het beheercomité duiden tussen hen een voorzitter aan overeenkomstig de bepalingen bepaald door het reglement van inwendige orde.

**Art. 9.** Buiten de toekenningen voorzien door andere bepalingen, heeft het beheercomité tot taak :

1° een programma op te stellen en om met het oog op de realisatie van het beheerplan voorstellen te richten aan de bevoegde overheden;

2° het beheerplan uit te voeren;

3° aan de geïnteresseerde openbare overheden het advies te verstrekken dat deze gemachtigd zijn te vragen;

4° aan de inrichtende macht, indien nodig, wijzigingen aan het beheerplan voor te stellen.

Het beheercomité geeft gevolg aan de verzoeken haar gericht door de Franse Gemeenschap of door de Duitse Gemeenschap in verband met het beheer van het natuurpark.

**Art. 10.** De inrichtende macht stelt ter beschikking van het beheercomité de administratieve middelen, en zonder afbreuk te doen aan alinea 2, de financiële middelen om haar taak te vervullen, overeenkomstig een reglement dat zij uitvaardigt en dat, indien de inrichtende macht niet de Executieve is, goedgekeurd wordt door deze.

Het Gewest neemt een deel van de kosten eigen aan natuurparken waarvoor de Executieve niet de inrichtende macht is ten laste, overeenkomstig een reglement uitgevaardigd door de Executieve.

De toelagen van het Gewest zijn overeenkomstig een reglement uitgevaardigd door de Executieve bestemd om te worden aangewend of om te worden verdeeld door het beheercomité met het oog op het behoud van het milieu en om de bevolking aan te moedigen deel te nemen aan de verbetering van het natuurpark.

### HOOFDSTUK III

#### *Inrichting van het gebied en behoud van de natuur*

**Art. 11.** Indien het natuurpark niet ingeschreven staat in een plan van aanleg of indien het beheerplan, overeenkomstig artikel 6, 5°, aan te brengen wijzigingen aan het plan van aanleg bevat, zal het besluit bij dewelke de Executieve besluit tot inrichting van een natuurpark eveneens beslissen tot de herziening van het plan, overeenkomstig artikel 40 van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw.

**Art. 12.** Zonder voorafgaandelijk akkoord van het beheercomité mag een aangevraagde bouwvergunning niet afgeleverd worden met het oog op :

1° de oprichting en de uitbreiding van dammen die bedoeld zijn voor de produktie van drinkwater of voor het behoud van de laagste waterstand;

2° de oprichting van oliepipleidingen, gasleidingen en elektrische leidingen met hoge stroom;

3° de konstruktie, de uitbreiding of de wijziging van het traject van autowegen en wegen waarvan het baanvak meer dan zeven meter breed is, alsook van de spoorwegen;

4° de konstruktie en de uitbreiding van militaire basissen;

5° de konstruktie en de uitbreiding van vliegavens.

Het akkoord kan onderworpen worden aan de voorwaarden in verband met het beheer van het natuurpark en met de doelstellingen gevolgd door de inrichting van het natuurpark.

**Art. 13. § 1.** Het beheercomité is gehouden het advies uit te brengen dat haar gevraagd wordt door de bevoegde overheid met het oog op :

1. de toekenning van machtigingen met betrekking tot gevaarlijke, omgezonde en inrichtingen van eerste categorie overeenkomstig titel 1 van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming;

2. de toekenning van machtigingen met betrekking tot inrichtingen van eerste of van tweede categorie overeenkomstig de wetgeving op de bescherming van de bevolking tegen ioniserende stralingen;

3. de toekenning van machtigingen tot lozing van gebruikte water in waterlopen alsook de toekenning van machtigingen voorzien door de wetgevingen betreffende de bestrijding van de luchtbezoedeling en het geluid;

4. de toekenning van verkavelings- of bouwvergunningen, onderworpen aan het advies van de gedelegeerde ambtenaar, in gevallen die bepaald zullen worden bij besluit van de Executieve;

5. de toekenning van machtigingen tot waterwinningen voor een volume van meer dan 96 m<sup>3</sup> per dag;

6. het overmaken van het voorafgaandelijk advies voor afgifte van een campingvergunning;

7. het overmaken van het voorafgaandelijk advies met betrekking tot het verlenen van machtigingen voor campings op boerderijen.

§ 2. De bevoegde overheden voor het afgeven van machtigingen en vergunningen bedoeld in § 1, zijn gehouden het advies te vragen van het beheercomité.

Zij kunnen dit advies niet terzijde leggen tenzij bij een speciaal gemotiveerde beslissing.

De huidige termijnen opgelegd aan de bevoegde overheden dienen eveneens afgifte van het advies of het akkoord vanwege het beheercomité te bevatten.

Art. 14. § 1. Voor wat betreft het grondgebied bevat in het natuurpark, zijn de bevoegde overheden gehouden het advies van het beheercomité te vragen in de hiernavolgende gevallen :

1. voorafgaandelijk aan iedere gewone of buitengewone uitgave en aan iedere beslissing tot beroep op de openbare markt betreffende de werken van uitbaggering, onderhoud, herstel, verbetering en wijziging van de niet-bevaarbare waterlopen;

2. voor het afsluiten van het openbaar onderzoek voorzien in artikel 21 van de wet van 22 juli 1970 betreffende de wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen;

3. voor het afsluiten van het openbaar onderzoek betreffende ontwerpen van plannen van ruimtelijke ordening;

4. voorafgaandelijk aan ieder besluit betreffende de wijziging van inrichting van bossen en wouden onderworpen aan een bosregime overeenkomstig artikel 31 van het Boswetboek;

5. voorafgaandelijk aan iedere beslissing inrichtende of wijzigende een beheerplan voor de natuurreservaten voor dewelke de opstelling en het volgen van een beheerplan wordt opgelegd;

6. voorafgaandelijk aan de beslissing van het plaatsen van een watercollector.

De overheden bedoeld in artikel 1 kunnen zich van dit advies van het beheercomité niet ontdoen dan bij gemotiveerde beslissing.

§ 2. Het beheercomité is gehouden advies uit te brengen over wat haar door de bevoegde overheid gevraagd werd alvorens een beschikking betreffende de gewone of buitengewone uitgaven of een beslissing tot aanspraak op de openbare macht betreffende de werken van baggeren, onderhoud, herstel, verbetering of wijziging van de bevaarbare waterlopen (hierin begrepen de bouw van stuwdammen) uit te brengen binnen een termijn van één maand rekenend vanaf de betekening van het verzoek tot advies.

Eens deze termijn verlopen is, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 15. De natuur- en bosreservaten, alsook de bossen en wouden onderworpen aan het bosregime, worden beheerst door hun eigen statuut.

Hoe dan ook, binnen de twee jaar na van kracht zijn van het besluit van de Executieve waarbij het natuurpark ingericht wordt of die goedkeuring tot inrichting bevat, zal een nieuwe inrichting van bossen en wouden onderworpen aan het bosregime, na advies van het beheercomité opgesteld worden.

Art. 16. De Executieve regelt de procedure met betrekking tot de verzoeken tot advies of tot akkoord voorzien in de artikelen 12 tot 15.

Hiertoe, en buiten de termijn voorzien in artikel 14, § 2, zijn de beheercomités gehouden om in de gevallen voorzien bij artikel 12 te statuëren binnen een termijn van één maand en hun advies mede te delen in de gevallen voorzien in de artikelen 13, 14 en 15 binnen een termijn van 15 dagen, bij gebreke waarvan het advies zal geacht worden gunstig te zijn of het akkoord zal geacht worden verworven te zijn.

Het beheercomité kan, overeenkomstig de bestaande procedures de herziening of de annulatie van iedere akte of iedere maatregel genomen door een administratieve overheid met inbreuk op de artikelen 12 tot 15 vervolgen.

#### HOOFDSTUK IV

##### Wijziging, overdracht en afschaffing van natuurparken

Art. 17. § 1. De begrenzingen van een natuurpark kunnen gewijzigd worden op initiatief van de inrichtende macht. Die wijziging kan deze van de benaming en van het beheerplan van het park meebrengen.

De inrichtende macht stelt een ontwerp op zonder het studiecomité te moeten raadplegen. Voor het overige zijn de artikelen 4 en 5 van toepassing.

Het beheercomité wordt geraadpleegd betreffende het geheel van het ontwerp.

§ 2. Het beheerplan van een natuurpark kan gewijzigd worden door de inrichtende macht op voorstel van het beheercomité.

Geen enkele wijziging mag nochtans aangebracht worden gedurende de eerste drie jaar die volgen op de inrichting van het natuurpark wat betreft de nagestreefde doelstellingen bedoeld in artikel 6, § 1.

§ 3. Indien de wijziging van de begrenzing van het natuurpark tot gevolg heeft dat de samenstelling van het beheercomité gewijzigd wordt, dient deze wijziging binnen de drie maanden die volgen op het van kracht zijn van het besluit van de Executieve dat tot de wijziging besluit of deze goedkeurt, uitgevoerd te worden.

Art. 18. § 1. De inrichtende macht van een natuurpark kan, bij overeenkomst, een natuurpark overdragen aan één van de overheden bedoeld in artikel 2. Tengevolge van de overdracht wordt deze inrichtende macht.

De overdracht heeft het gehele natuurpark tot voorwerp. De overdracht wordt vastgesteld of goedgekeurd door een besluit van de Executieve, al naargelang het Gewest al dan niet partij is.

Nadat de inrichtende macht een ontwerp van overdracht heeft opgesteld, zijn de bepalingen van artikelen 4 en 5, § 3, met uitzondering van deze die betrekking hebben op het studiecomité, van toepassing. Het beheercomité wordt geraadpleegd betreffende het ontwerp.

De overdracht van het natuurpark heeft effect vanaf de datum van het van kracht zijn van het besluit van de Executieve die ze vaststelt of goedkeurt.

§ 2. Binnen de twee maanden na het van kracht zijn van het besluit dat de overdracht vaststelt of goedkeurt, zal de Executieve een einde stellen aan het mandaat van het lid van het beheercomité voorgesteld door de oude inrichtende macht en een lid benoemen, voorgesteld door de nieuwe. Het nieuwe lid beëindigt het mandaat van het lid dat hij vervangt.

Art. 19. Een natuurpark kan opgeheven worden op initiatief van de inrichtende macht. Nadat deze een ontwerp van opheffing heeft opgesteld, zijn de bepalingen van de artikelen 4 en 5, met uitzondering van deze die betrekking hebben op het studiecomité, van toepassing. Het beheercomité wordt geraadpleegd over het ontwerp.

De opheffing van een natuurpark houdt de overname van het actief en het passief in van het beheercomité door de inrichtende macht.

#### HOOFDSTUK V. — Raadpleging

Art. 20. De Hoge Waalse Raad voor het Natuurbehoud geeft aan het lid van de Executieve die het natuurbehoud tot onder zijn bevoegdheden telt, het advies dat haar gevraagd wordt met betrekking tot de natuurparken.

De Executieve is ertoe gehouden deze te raadplegen alvorens een algemene uitvoeringsmaatregel van huidig dekreet te nemen.

#### HOOFDSTUK VI. — Strafbepalingen

Art. 21. Wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank :

1° iedere persoon die openbaar de benaming van het natuurpark toekent aan een grondgebied of een inrichting dat niet een natuurpark is in de zin van in huidig dekreet;

2° iedere persoon die nalaat, weigert of verhindert om over te gaan tot een openbaar onderzoek voorzien in artikel 4, § 1, die de aanplakbrieven vernietigt, of die de organisatie van een onderzoek overtreedt.

Art. 22. Onafhankelijk van de officieren van de gerechtelijke politie hebben de ambtenaren en beambten hiertoe aangeduid door de Executieve de bevoegdheid om de overtredingen voorzien in artikel 21 op te zoeken en vast te stellen.

De Executieve duidt de ambtenaren en beambten aan die belast worden met de controle op het gebruik van fondsen toegekend aan het beheercomité overeenkomstig het koninklijk besluit n° 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van toelagen.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 23. § 1. De artikelen 25 tot 31 van de wet van 12 juli 1973 betreffende het natuurbehoud worden opgeheven voor het Waalse Gewest.

§ 2. Artikel 6, alinea 1 en 2, en artikel 33 van dezelfde wet, houden op toepasselijk te zijn op de natuurparken ingericht overeenkomstig huidig dekreet.

Art. 24. § 1. De inrichting van een nationaal natuurpark Hautes-Fagnes-Eifel, bij ministerieel besluit van 31 mei 1978, wordt bevestigd. De artikelen 3 tot 10 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

§ 2. Te rekenen vanaf het van kracht zijn van huidig dekreet, beschikt de Executieve over een termijn van twee maanden om de inrichtende macht aan te duiden voor het natuurpark Hautes-Fagnes-Eifel onder de overheden bedoeld in artikel 2 en om binnen een termijn van drie maanden de leden van het beheercomité aan te duiden.

De voorzitter van het beheercomité van het park, benoemd door de Executieve, zal behoren tot dezelfde inrichtende macht. Hiertoel de Executieve mogen afwijken van artikel 7, § 6, alinea 1, van huidig dekreet.

Indien de voorzitter een lid is van de Franse Gemeenschap, zal het ondervoorzitterschap toekomen aan een lid van de Duitse Gemeenschap, aangeduid door het beheercomité, en omgekeerd.

§ 3. Het beheercomité stelt een ontwerpplan van beheer op binnen de zes maanden na haar oprichting. Dit ontwerp-beheerplan wordt goedgekeurd door de Executieve na raadpleging van alle betrokken gemeenten.

De Executieve kan de grenzen van het natuurpark wijzigen. De Executieve zal haar beslissing ten laatste zes maanden nadat het beheercomité haar het ontwerp-beheerplan heeft voorgelegd, uitvaardigen.

§ 4. Artikel 17, § 3, is van toepassing op de eventuele wijziging op de grenzen van het natuurpark bij toepassing van § 3.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepaling*

Art. 25. Zolang dat de Hoge Waalse Raad voor Natuurbehoud niet is opgericht, zullen de bevoegdheden die haar worden toegekend overeenkomstig huidig dekreet uitgeoefend worden door de Waalse Kamer van de Hoge Raad voor Natuurbehoud.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,  
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en de Informatica  
J. MAYENCE-GOOSSENS

F. 85 — 2589

#### 11 OCTOBRE 1985. — Décret organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1er. — *De la responsabilité*

Article 1er. § 1er. L'exploitant d'une prise d'eau souterraine et le maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés provoquent, par leur activité, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, sont objectivement responsables :

a) des dommages de surface qui en résultent pour les immeubles et pour les machines et installations incorporées à des immeubles;

b) des préjudices causés par non-occupation ou non-utilisation des immeubles sinistrés, lorsque la non-occupation et la non-utilisation ont pour causes les dégâts qui résultent de l'abaissement de la nappe aquifère;

c) des frais de relogement et de déménagement des occupants d'immeubles sinistrés.

Tout dommage visé à l'alinéa 1er est présumé être causé par un abaissement de la nappe aquifère provoqué par l'activité de l'exploitant d'une prise d'eau souterraine ou du maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés, à moins que ceux-ci ne prouvent soit que leur activité n'a pas provoqué l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, soit que les dommages ne résultent pas de celui-ci.

§ 2. Ceux qui, par leur activité conjuguée, suscitent l'abaissement d'une nappe aquifère souterraine sont solidairement responsables des dommages qui en résultent.

§ 3. Toutefois, lorsque parmi ceux qui ont exercé cette activité conjuguée, certains l'ont fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines alors que d'autres les ont transgressées en prélevant, illégalement, pendant tout ou partie de la période où l'abaissement de

la nappe aquifère s'est produit, un volume de plus de 96 mètres cubes d'eau par jour, les règles suivantes sont applicables, par dérogation à l'article 1214, alinéa 1er, du Code civil :

a) l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui, ayant prélevé l'eau légalement pendant toute la période de prélèvement, a dû indemniser la victime en vertu du paragraphe 1er a le droit d'exiger le remboursement intégral de l'indemnité payée, avec intérêts, à charge de n'importe quel exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, et ce même si l'infraction n'a duré qu'une partie de la période ci-dessus;

b) l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, pendant toute la période ci-dessus ou pendant une partie de cette période, ne peut réclamer aucune part que ce soit à charge d'un exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau légalement.

§ 4. Lorsque ceux qui ont exercé l'activité conjuguée visée au paragraphe 2, l'ont tous fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines, si certains d'entre eux ont commis une faute au sens des articles 1382 et suivants du Code civil, il est tenu compte de l'existence de cette faute pour l'application de la règle de solidarité visée au paragraphe 2.

§ 5. Le présent décret n'est pas applicable aux dommages résultant de travaux d'exhaure dans les mines.

Art. 2. Le juge de paix est le seul compétent pour connaître en premier ressort, quel que soit le montant de la demande, des actions fondées sur le présent décret.

Il statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant n'excède pas 500 000 francs.

Art. 3. La citation devant le juge de paix doit, sous peine d'irrecevabilité de la demande, être précédée d'une tentative de conciliation, faite par un appel en conciliation devant le juge de paix.

Si la responsabilité n'est pas contestée, les appelés sont obligés de faire une offre d'indemnisation dans un délai de trois mois; à partir de la première comparution en conciliation, ou en cas d'urgence dans le délai fixé par le juge de paix.

(1) Session 1984-1985.

Document du Conseil 180 (1984-1985) n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 septembre 1985. — Discussion. — Vote.